

Amin, Samir, Alexandre Faire et alii, *La crise de l'impérialisme*
Éd. de Minuit 1975, Paris, 192 p.

Jean-René Chotard

Volume 7, numéro 3, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700695ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700695ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1976). Compte rendu de [Amin, Samir, Alexandre Faire et alii, *La crise de l'impérialisme* Éd. de Minuit 1975, Paris, 192 p.] *Études internationales*, 7(3), 457–459. <https://doi.org/10.7202/700695ar>

LIVRES

1. COMPTES RENDUS

AMIN, Samir, Alexandre FAIRE *et alii*, *La crise de l'impérialisme* Éd. de Minuit 1975, Paris, 192p.

En collaboration avec S. Amin, un groupe d'auteurs examine les modalités de l'actuelle crise économique. La présentation de leur ouvrage consiste en une série d'essais, mais l'objet de l'investigation y apparaît selon une problématique assez cohérente pour qu'on puisse parler, presque, d'une étude systématique et homogène.

Économistes marxistes, les auteurs précisent d'emblée qu'ils excluent toute l'interprétation mécaniste qui caractérisa longtemps une orthodoxie officielle de cette théorie. Ils considèrent qu'une crise grave peut se résoudre selon une alternative. L'issue révolutionnaire est possible mais non automatique ; le capitalisme, en effet, fort des situations acquises, peut mettre au point une stratégie adaptée qui apporte pour l'immediat une solution pragmatique et permette de différer les échéances proclamées inéluctables.

Cette étude sur la crise du début des années soixante-dix se veut planétaire et vise à rendre compte de toutes les relations entre un « centre » (pays industrialisés impérialistes) et une « périphérie » (pays sous/non développés). Ces relations, déjà anciennes puisqu'elles existent depuis la révolution industrielle, ont connu plusieurs stades ; mais, dans la période qui commence en 1945, l'évolution y prend un rythme accéléré et les formes y revêtent une complexité non encore atteinte jusqu'alors.

La crise, et nul n'en doute est donc déclarée grave pour le « centre », et en particulier pour les États-Unis. La suprématie de

ces derniers avait été établie voici 30 ans. Le système monétaire international mis en place à leur profit dès 1944, avait permis au dollar de s'imposer comme monnaie dominante. La puissance de la monnaie, relayée par celle de sociétés multinationales, donnait aux Américains la possibilité d'échanger un signe fiduciaire contre des biens réels (moyens de production). Il leur permettait encore de faire supporter par d'autres des déséquilibres économiques graves, tels que ceux occasionnés par la guerre du Viêt-nam.

C'est l'ensemble de cette suprématie, et de ses avantages à sens unique, qui est secoué à la fin des années soixante. Les causes monétaires y jouent un rôle certes important, mais d'autres facteurs économiques et politiques semblent y peser d'un plus grand poids. En 25 ans, les puissances ruinées ou vaincues de 1945 sont redevenues prospères et soucieuses d'exercer une forme de leadership. L'Urss, le Japon et l'Europe du Marché commun remettent en cause la suprématie de la seule Amérique du Nord. Parallèlement, quelques nations du Tiers-Monde (la « périphérie ») bien nanties en matières premières, et bien placées par la conjoncture pour les valoriser, sont en mesure d'exercer des pressions nouvelles. Ainsi figurent le Brésil, l'Iran, l'Indonésie, le Nigeria... Cependant, le plus grand risque pour l'hégémonie américaine serait (ou est) politique, il résiderait (ou réside) dans l'explosion des nationalismes « périphériques ». La pression des masses misérables, dont certaines manifestent une agression radicalisation, risque d'ébranler l'équilibre fragile du système international dominé par les États-Unis, c'est-à-dire par le capitalisme.

Quelle parade celui-ci peut-il opposer à ce danger particulier ? Elle est présentée ici sous un double aspect, dans la mesure où

elle vise à la fois le « centre » et la « périphérie ». Dans les sociétés industrialisées où sévit le déclin des idéologies, un encadrement plus strict des populations apparaît comme le seul moyen d'intégrer par force les citoyens à la place que leur assignent les exigences de la production. S. Amin qualifie ce modèle du titre du roman d'Orwel, 1984. L'ordre étant ainsi garanti au cœur de l'appareil, l'impérialisme peut planifier pour l'extérieur. Mais une question redoutable se pose : comment résoudre les conflits inhérents à un impérialisme dont le centre de décision n'est pas unique ? Les Américains peuvent envisager deux possibilités, selon que le monde soit dominé par deux blocs (É.-U.-URSS) ou cinq (É.-U.-URSS, CEE, Japon, Chine). La seconde hypothèse octroie une part, d'ailleurs variable, du contrôle mondial à chaque pôle économique important. La première, en revanche, restreint ce contrôle aux intérêts des deux supergrands.

Ici intervient la stratégie américaine pour résoudre la crise, en fonction de la première hypothèse, les auteurs l'affirment du moins. La coexistence pacifique leur permet de limiter les dépenses de ressources dans la course aux armements ; elle rend plus facile un contrôle efficace des zones d'influence puisque le nombre de partenaires est réduit. Certes, les blocs ainsi exclus du leadership peuvent formuler des revendications, mais la puissance américaine dispose de puissants moyens de pression. L'inflation, d'abord utilisée contre les salariés peut être maniée contre les blocs rivaux. L'augmentation du prix de l'énergie et des matières premières compromet la balance des paiements du Japon et de la CEE, elle rend difficile leur revendication à un rôle déterminant. À ce facteur déjà puissant, les É.-U. joignent un argument décisif : pour le Japon dépourvu d'armée effective et pour la CEE incapable d'intégrer la sienne, il faut la promesse du parapluie atomique américain. La Chine, quant à elle, si elle échappe à de tels chantages, ne saurait, pour l'avenir immédiat, se mesurer à l'une ou l'autre des superpuissances.

Ainsi assurée la nouvelle hégémonie, les États-Unis pourrait octroyer quelques satisfactions aux riches nations du Tiers-Monde qui ont pu amorcer une modernisation de leur économie. Les auteurs appellent « sous-impérialisme » ou « impérialismes-relais », les grands États (Brésil, Iran...) qui peuvent posséder certains attributs des plus grandes puissances. Pourvus d'un prolétariat nombreux et soumis par la répression, ils développent les industries de première transformation que leur concèdent les Grands (ceux-ci se réservant les secteurs de pointe). Ils exercent, en outre, une action du contrôle sur les petits États de leur voisinage, intervenant au besoin, comme l'Iran dans le golfe Persique, pour infléchir les orientations politiques qu'ils estiment contraires à leurs intérêts.

Mais ce schéma que l'impérialisme esquisse pour résoudre sa crise comporte des faiblesses que S. Amin réunit en deux séries de contradictions :

- 1) les modèles de développement imposés au Tiers-Monde conduisent à un plafonnement économique et à une limitation de la production, incompatibles avec l'essor démographique ;
- 2) le conflit et la concurrence entre diverses stratifications des bourgeoisies de nombreux États : certaines jouent la collaboration avec les sociétés multinationales dont elles attendent une rémunération immédiate, et certaines veulent tenter un développement national fondé sur la cohérence à long terme.

Le moyen de résoudre ces contradictions, dès lors, est de refuser le choix impérialiste. La Chine constitue ici, le premier exemple d'un triomphe révolutionnaire à la « périphérie » du système et les auteurs résument les conditions à remplir pour réaliser d'autres succès similaires :

- 1) exclusion des anciennes classes dirigeantes ;
- 2) élimination des intérêts étrangers ;

- 3) récupération des ressources naturelles ;
- 4) alliance anti-impérialiste au niveau international.

Explicite et concis, l'ouvrage présente de nombreuses qualités. La moindre n'est pas dans l'analyse dialectique des solutions capitalistes et socialistes.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire,
Université de Sherbrooke.*

BEIGBEDER, Yves, *La représentation du personnel à l'Organisation mondiale de la santé*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1975, 289p.

Ce livre, même s'il est parfois ardu, est un complément de grande valeur au peu de documentation qui existe sur le personnel des organismes internationaux. Toutefois, à l'encontre de la majorité des études sur les administrations publiques à vocation internationale qui ont tendance, en général, à se consacrer à la gestion du personnel à l'administration en général, le livre de Beigbeder étudie la gestion du personnel du point de vue des subalternes qui sont au service de l'Organisation mondiale de la santé et de certains autres des organismes spécialisés relevant des Nations unies en Europe (OIT, UIT, etc.). À ce point de vue, il rappelle l'ouvrage de Mohammed Bedjaoui, *Le syndicalisme des fonctionnaires internationaux* (Paris, 1957), puisque ces deux auteurs semblent concevoir la croissance des associations d'employés au service des organismes internationaux comme un effet secondaire de la grande « chasse aux sorcières de 1953 et 1954 » dirigée contre le personnel américain des Nations unies soupçonné d'allégeance communiste.

La vulnérabilité des fonctionnaires internationaux n'a jamais été plus évidente qu'au

cours de cette période. D'après Beigbeder (p. 2), « les moyens adoptés pour assurer une véritable participation du personnel dans le cadre original de l'administration internationale méritent d'être mis en lumière ». Nous sommes d'avis que toutes les personnes qui s'intéressent aux organismes internationaux et, surtout, au statut du personnel dans le cadre d'organismes de ce genre, abonderont dans le sens de Beigbeder.

Il faut savoir se rendre compte que, lorsque l'attention mondiale cherche à se concentrer sur le travail des organismes internationaux, il est vrai, tout de même, que ces organismes possèdent un personnel dont le fonctionnement ressemble dans une certaine mesure à celui de tout autre organisme complexe ou composite. Ainsi, même si la paix ou la santé mondiale sont les principaux objectifs de ces organismes, leurs employés ont souvent des préoccupations plus terre à terre, bien que ce ne soit pas toujours le cas, ainsi que la situation de l'UNESCO l'a démontré en 1970.

Dans la catégorie des préoccupations beaucoup plus matérielles, prenez, par exemple, la crise de l'OAA en mai 1970 pour des questions comme le salaire, l'ancienneté et le critère pour déterminer le mérite de chaque employé. La grève de quelques-uns des employés de l'OAA a mis en évidence jusqu'à quel point les employés des organismes internationaux avaient constaté que leur dévouement à la cause d'autrui ne suffisait pas à assurer leur propre survivance. Enfin, la valeur des associations d'employé comme moyen de mise en commun de leurs griefs de polarisation de leurs réactions s'est trouvée confirmée.

Bien sûr, la crise de l'UNESCO en 1970 représentait un délit plus considérable et nous avons l'impression que cette situation est presque à l'origine du travail de Beigbeder à ce sujet. Les employés avaient accusé l'organisme d'être devenu si bureaucratique que les cadres supérieurs avaient